

# LES VILLES AU DÉFI DE LA GRATUITÉ

14 décembre 2020

Notre note pour le [Réseau National des Aménageurs](#) sur « **Les villes au défi de la gratuité** » est en ligne : [ici](#) (téléchargeable... gratuitement !).

## Les différents modèles de gratuité dans la ville

		FINTECH FINAL			
Etat	SERVICE / ACTIVITE	(DISTRIBUTEUR)	PROPRIETAIRES / MOULTEURS	USAGES SERVICE / UTILISATEUR	UTILISATEUR AUTRE SERVICE / COCONTRACTEUR
"Gratuité" traditionnelle dans la ville	Réalisation/opération d'aménagement	Etat, Mairie	Propriétaires, Logement	Logement, Usages	
	Cantine scolaire				
	Transports en commun	Etat			
	Solutions de stationnement sur voirie	Mairie	Mairie	Mairie	Mairie
	Distribution d'énergie (génération centrale)			Etat, Mairie, Propriétaires, Logement	
	Distribution d'énergie (diffusion)			Etat, Mairie, Propriétaires, Logement	
	Mobilier urbain / affichage publicitaire				Mairie
"Gratuité" numérique	Cartographie en ligne (multi-faces)				Mairie
	Cartographie en ligne (prescription)			Etat, Mairie, Propriétaires, Logement	

## Extraits

L'objectif de cette note est ainsi de décrypter cette irruption du gratuit dans les villes, afin d'outiller les acteurs dans la compréhension des mécanismes sous-jacents. La question n'est pas tant de savoir ce qui est gratuit que de comprendre comment la gratuité est rendue possible. Se poser la question du gratuit dans la ville permet d'articuler plusieurs questions autour du financement de la ville, des péréquations, et des nouveaux modèles économiques poussés par le numérique. Cette question interpelle tout particulièrement les collectivités locales, mais aussi les acteurs de la mobilité, de l'énergie, de l'immobilier, de l'espace public... et donc par ricochet les

aménageurs.

(...)

*Les villes, qui ont toujours été de fait des plateformes de péréquation entre financeurs de la ville, sont aujourd'hui traversées par des évolutions qui bousculent les pratiques habituelles de leur financement et soulèvent une question éminemment politique : qui paiera la ville (de) demain ? Cette note n'épuise évidemment pas le sujet des formes traditionnelles de gratuité, ni des nouvelles formes de gratuité dans la ville qui émergent sous l'effet du numérique. Elle vise toutefois à éclairer les collectivités et aménageurs sur plusieurs points. D'abord, la gratuité dans la ville est en train de changer de nature: alors qu'elle était traditionnellement fondée sur le couple usager-contribuable, elle repose aujourd'hui largement sur le fonctionnement économique des plateformes numériques. Ensuite, il faut comprendre les ressorts de ces nouveaux mécanismes de gratuité, qui posent beaucoup de questions en même qu'ils représentent des potentialités pour repenser le modèle de financement de la ville.*

## Exemple de plateformes proposant des services « gratuits » aux habitants des villes

Plateforme	Activité	Face payante	Face gratuite	Plus généralement perçu du côté gratuit
Google Maps	Cartographie	Annonces, commerçants	Personnes effectuant la recherche, sites internet	Gratuit
Waze	Navigation	Annonces	Personnes effectuant la recherche	Gratuit
Amazon	E-commerce	Vendeurs, annonceurs	Consommateurs ne payent pas le prix de marché	Gratuit
Moovit	Navigation	Données achetées par municipalités et opérateurs privés de transport	Personnes effectuant la recherche	Gratuit
Uber Eats	Livraison de repas	Restaurateurs	Le client ne paie pas la livraison et pourra éventuellement proposer d'un discount sur son repas	Gratuit à négatif
Lineberry	Geotagging d'attentes	Magasins ou lieux recevant du public	Clients	Gratuit
Visa Card	Carte de paiement	Transactions payées par commerçants	Les consommateurs ne paient pas les transactions et ont parfois des avantages	Gratuit à négatif
Westfield	Centre commercial	Commerces de détail	Les clients ne paient pas l'accès et disposent souvent de divertissements gratuits	Gratuit à négatif

Source : Bailey, D'après "De préteurs intermédiaires", David S. Evans et Richard Schmalensee et "Multisided Platforms, Dynamic Competition, and the Assessment of Market Power for Internet Based Firms" - David S. Evans - Chicago Center for Law and Economics Working Paper No. 753

Les collectivités et aménageurs semblent triplement concernés par ce sujet. D'une part, ils sont historiquement un des principaux acteurs de la péréquation des villes : un bilan d'opération d'aménagement est fondamentalement un exercice de péréquation, et un arbitrage. D'autre part, ils sont de plus en plus sollicités sur la question des usages des quartiers qu'ils fabriquent, et ces usages sont traversés par les évolutions que nous venons de décrire. Enfin, à l'heure où la fabrique des projets urbains repose de plus en plus sur des partenariats multiples, impliquant acteurs traditionnels de l'immobilier, mais aussi énergéticiens, start-up et entreprises de l'économie sociale et solidaire, il leur faut parfois changer de réflexes: alors que, de manière schématique, un acteur privé avait une activité marchande, et payante, dans un but lucratif, désormais les correspondances habituelles (privé = marchand = payant = lucratif; public = non marchand = gratuit = non lucratif) ne se superposent plus systématiquement.

